



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 28 septembre au 2 octobre 2026

Faits saillants

- Accélération des pressions inflationnistes en août au Japon
- Les autorités japonaises réitèrent leur volonté de défendre le yen, considéré par Tokyo et Washington comme « sous-évalué »
- Des premiers projets annoncés par les Etats-Unis dans le cadre du programme de 350 Mds USD d'investissements sud-coréens

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 02/10	Var. vs. 28/09
USD/JPY	157,6	-0,3 %
USD/KRW	1 345,8	-0,70 %
Nikkei 225	68 310 pts	+2,9 %
KOSPI	7 004 pts	-1,1 %
JGB 10 ans	3,088 %	+1,6 pbs
KTB 10 ans	4,352 %	-5,7 pbs

Régional

Classement mondial de l'innovation | L'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a publié le 29 septembre l'Indice mondial de l'innovation (*Global Innovation Index*). Ce palmarès annuel attribue une note à 139 pays, sur la base de 79 critères, pour comparer leurs capacités d'innovation. Pour l'édition 2026, la République de Corée se maintient en 4^{ème} position du classement. Ses performances en matière de contributions à l'innovation (*innovation inputs*) et de résultats de l'innovation (*innovation outputs*) sont stables par rapport à 2025. Les clusters d'innovation de Séoul, Daejeon et Busan figurent parmi les 100 meilleurs au monde (respectivement 5^{ème}, 22^{ème} et 98^{ème}). Quant aux dépôts de brevets à l'international, la Corée continue sa progression avec une augmentation de 4,9 % des dépôts par la voie PCT (*Patent Cooperation Treaty*) entre 2024 et 2025. Le Japon reste, quant à lui, 12^{ème} du classement, juste devant la France. Il a néanmoins légèrement progressé en *innovation inputs* et *outputs*. Il possède également trois des 100 meilleurs clusters d'innovation au monde, à savoir Tokyo-Yokohama (2^{ème}), Osaka-Kobe-Kyoto (10^{ème}) et Nagoya (29^{ème}). Le classement met enfin en évidence une augmentation de 5,4 % des investissements du pays en R&D entre les années 2023 et 2024. Pour la 16^{ème} année consécutive, la Suisse occupe la 1^{ère} place de ce classement.

Japon

Macroéconomie

Inflation | En août, les pressions inflationnistes se sont renforcées. L'indice des prix à la production des services a crû de +3,7 % sur un an (+0,1 pp sur un mois), enregistrant sa plus forte accélération depuis juin 2024. Cette hausse a été portée par les tarifs du fret, de la publicité et des locations, témoignant d'une diffusion plus large des tensions sur les prix et d'une répercussion accrue de la hausse des coûts salariaux. Pour la métropole de Tokyo, l'inflation core (hors énergie et alimentation) s'est élevée à +2,7 % (+0,9 pp). Les anticipations d'inflation demeurent par ailleurs supérieures à la cible de 2 % : les entreprises projettent ainsi une inflation de +2,6 % à horizon trois ans et de +2,5 % à cinq ans, selon l'enquête *Tankan* de septembre de la Banque du Japon (BoJ). Celle-ci relève également la progression continue de la confiance des grandes entreprises manufacturières, en hausse pour le 6^{ème} trimestre consécutif, avec un indice *Tankan* passant de 22 à 24, soit son niveau le plus élevé depuis plus de 8 ans. Ces données confortent les anticipations d'une nouvelle hausse du taux directeur de la BoJ d'ici la fin de l'année 2026.

Politique budgétaire | Face à la défiance des marchés, les autorités cherchent à rassurer sur la trajectoire budgétaire portée par le gouvernement Takaichi, alors que les projets de dépenses (budget militaire accru, entrée en vigueur prochaine de la baisse de la taxe sur la consommation alimentaire, plan d'investissement public-privé à horizon 2040) alimentent les tensions sur le marché obligataire souverain et le cours du yen. La ministre des Finances, Mme Katayama, a soutenu que le projet économique de la Première ministre Takaichi n'était pas « reflationniste, tandis que le vice-ministre des Finances en charge des Affaires internationales, A. Mimura, a indiqué n'avoir pas « reçu de critiques de la part du G7, du G20 ou d'autres partenaires étrangers » sur une politique budgétaire qui serait jugée trop expansionniste. Le ministre de la Revitalisation économique, M. Kiuchi, a parallèlement estimé que la phase des Abenomics – politique économique combinant assouplissement monétaire, soutien budgétaire et réformes structurelles – était désormais révolue. Pour financer les demandes budgétaires totales record émanant des ministères pour l'exercice fiscal prochain (143 100 Mds JPY, soit 918 Mds USD), le ministère des Finances compte sur la hausse des recettes fiscales et pourrait recourir à des *bridging bonds*, dont le remboursement est adossé à des ressources futures devant encore être identifiées. Fin 2026, les *bridging bonds* précédemment émis par le gouvernement représenteront 1,3 % de l'encours total de la dette japonaise. A noter que les demandes de financement des ministères dans le cadre du plan d'investissement à horizon 2040 (« *Strong and Prosperous Japan* ») s'élèvent pour l'année fiscale 2027 à 12 100 Mds JPY (77 Mds USD), auxquelles s'ajoutent des enveloppes encore non chiffrées.

Production industrielle / PMI | En août, la production industrielle japonaise a reculé pour le 2^{ème} mois consécutif (-1,7 % en glissement mensuel), alors que les marchés anticipaient une hausse de +1,7 %. Cette baisse s'explique notamment par le recul de la production automobile (-6,8 %), perturbée par les conséquences sur la chaîne d'approvisionnement automobile de Kyushu du séisme de Kumamoto, ainsi que par celle des machines à usage général et professionnel (-6 %). Les perspectives restent toutefois plus favorables : les industriels interrogés par le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) anticipent en effet une reprise de la production industrielle de +3,2 % en septembre puis de +3,1 % en octobre. Le PMI manufacturier a par ailleurs reculé de 54,9 à 54,1 en septembre, son plus faible niveau en 6 mois, même s'il reste en expansion pour le 9^{ème} mois consécutif. La croissance de la production et des nouvelles commandes a ralenti, tandis que les commandes à l'export ont progressé pour le 9^{ème} mois

consécutif, tirées par la demande asiatique et américaine. Les entreprises restent optimistes quant aux perspectives de production, anticipant un maintien de la demande liée aux semi-conducteurs et à l'IA, en dépit des risques liés aux perturbations d'approvisionnement et à la hausse des coûts en raison du conflit au Moyen-Orient.

Secteur financier

Marché des changes | Le yen s'échangeait en cette fin de semaine autour de 157,5 JPY pour 1 USD, son cours ayant enregistré une légère évolution à la hausse dans le sillage des déclarations d'A. Mimura, Vice-ministre des Finances en charge des Affaires internationales, appelant les marchés à prendre au sérieux le message « très clair » concernant la faiblesse de la devise, puis à la baisse en réaction à la publication des minutes du dernier comité de politique monétaire de la BoJ, en l'absence de signaux suffisamment *hawkish*. Après l'intervention conjointe de Tokyo et Washington du 31 juillet, les autorités japonaises ont ainsi réaffirmé leur vigilance en cas de nouvelle dépréciation du yen, tandis que la ministre des Finances S. Katayama et son homologue américain S. Bessent ont confirmé un diagnostic commun de « sous-évaluation ». Mimura a par ailleurs écarté toute contrainte de financement susceptible de limiter la capacité du Japon à intervenir de nouveau sur le marché, alors que l'intervention de juillet a consommé 7,5 % des réserves de changes (97 Mds USD). La faiblesse du yen demeure préoccupante pour les autorités en raison de son impact sur le coût des importations, notamment énergétiques, dans un contexte de tensions persistantes au Moyen-Orient.

Secteurs non financiers

Cybersécurité | Un séminaire sur la cybersécurité a réuni le 28 septembre à l'Ambassade de France au Japon, les filiales des entreprises françaises *Thalès*, *Dassault Systèmes*, *Orange* et *Capgemini*. Cet événement, dédié à la protection des données et à la cybersécurité dans le secteur privé, a permis d'aborder les enjeux liés à la propriété intellectuelle, aux risques liés à l'intelligence artificielle, à l'informatique quantique et aux menaces cyber, et de présenter les solutions proposées par chacune des entreprises participantes. Ce séminaire s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération franco-japonaise en cybersécurité, en lien avec la Lettre d'Intention (LoI) signée en avril 2026 entre la France (représentée par le MEDEF International et Business France), et le Japon (représenté par le JETRO). Il constitue la 1^{ère} étape d'une démarche visant à renforcer la coopération entre acteurs privés dans ce domaine.

Défense/French Tech | La communauté *French Tech Tokyo*, réseau international de startups et acteurs de l'innovation français à l'étranger) a organisé le 24 septembre un événement dédié à la *DeepTech*. Une 1^{ère} table-ronde a été coordonnée par *Alta Ares*, startup française de la défense spécialisée dans les solutions logicielles et les drones d'interception, qui a remporté cette année le *NATO Innovation Challenge*. Une 2^{nde} table-ronde s'est tenue autour de la cybersécurité, avec la participation de la startup française *Filigran*, implantée au Japon depuis plus d'un an. Cet événement intervient alors que le ministère japonais de la Défense prévoit d'augmenter son budget de défense pour 2027 (prévu à 48 Mds EUR, soit 8 900 Mds JPY), avec un accent fort sur l'intelligence artificielle et les drones.

Défense | Le gouvernement japonais envisage la création, d'ici 2027, d'une nouvelle agence administrative cogérée par le ministère de la Défense et le ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (METI), chargée de promouvoir l'innovation dans le secteur de la défense. Cette nouvelle agence, calquée sur le modèle du programme américain *Foreign Military Sales (FMS)*, prendrait la forme d'un fonds d'investissement, chargé de soutenir le secteur de la défense en investissant dans des start-ups *early stage* et en fournissant des capitaux à des fonds de capital-risque. Les investissements de ce nouveau fond auraient

vocation à demeurer temporaires, tablant sur un effet de levier où l'apport financier initial du gouvernement - qui assumerait alors une partie du risque initial - rassurerait le fonds de capital-risque et déclencherait des investissements privés. Cette annonce intervient alors que le gouvernement encourage la production domestique, notamment de drones, alors que le secteur de la défense japonais peine pour le moment à attirer des investissements du secteur privé, historiquement prudent sur ce segment, du fait des restrictions pesant historiquement sur le secteur. Le ministère de la Défense travaille également sur un projet de défense côtière baptisée SHIELD dans le sud du pays, qui reposerait en grande partie sur des drones. Pour rappel, le secteur de la défense fait partie des 17 secteurs stratégiques définis par le gouvernement de la Première ministre, érigés au rang de priorités au sein de la Stratégie de croissance du Japon (*Japan's Growth Strategy*).

GNL | Une décision finale d'investissement a été signée le 29 septembre pour porter, d'ici 2030, les capacités du projet *LNG Canada* à 28 Mt/an de production de GNL, contre 14 Mt/an actuellement. Cette extension permettra à la maison de commerce *Mitsubishi Corporation*, détentrice de 15 % du projet, de sécuriser un volume d'achat de long terme de 4,2 Mt/an. Cet investissement s'inscrit dans une stratégie de diversification des approvisionnements japonais vers l'Amérique du Nord, déjà largement engagée aux États-Unis, qui représentent 11 % des importations japonaises de GNL, mais encore limitée au Canada, qui représente moins de 1 % des importations gazières de l'Archipel alors qu'il est le 5^{ème} producteur mondial de gaz. La côte Ouest du Canada constitue, en outre, une option de diversification stratégique attrayante pour le Japon, du fait (i) d'une durée de transit des cargaisons de GNL courte (environ 10 jours, contre 25 jours depuis le golfe du Mexique et 21 à 23 jours pour le Moyen-Orient) ; et (ii) d'un accès maritime direct évitant les principaux points de congestion internationaux tels que le Canal de Panama ou le détroit d'Ormuz, limitant les risques de rupture d'approvisionnement. Avec cet investissement, estimé à 3,2 Mds USD, l'Amérique du Nord pourrait représenter jusqu'à 30 % des importations japonaises à horizon 2030, contre 11 à 13 % actuellement.

Corée du Sud

Secteurs non financiers

Formation en IA | Le Ministère des Sciences et des technologies (MSIT) a lancé conjointement, le 29 septembre, les programmes « *AI-Centered Universities* » et « *AX Graduate Schools* », visant à accélérer la formation universitaire dans l'IA. Dans le cadre du premier programme, 18 universités, dont celles de Yonsei et Hallym, ainsi que des établissements situés hors de la région métropolitaine de Séoul, ont été retenus pour bénéficier d'environ 2 Mi USD d'allocations par an pendant huit ans. Le programme « *AX Graduate Schools* » porte, quant à lui, sur 15 universités, qui recevront également 2 M USD par an pendant six ans, pour former des spécialistes sectoriels de l'IA. Une trentaine d'entreprises, dont *Samsung Electronics*, *Hanwha Aerospace*, *POSCO Holdings*, *Doosan Robotics* et *LIG D&A*, sont associées à ces programmes afin de renforcer les coopérations entre universités, régions et entreprises. Ces annonces font suite à l'inauguration au sein de l'Université nationale de Séoul d'un institut de recherche consacré aux semi-conducteurs et à l'IA par le MSIT et s'inscrivent dans la stratégie sud-coréenne de déploiement des technologies d'avenir. À noter qu'en soutien aux investissements stratégiques axés sur les mégaprojets, l'IA et les « 7SEEDs », le budget 2027 du MSIT devrait atteindre 21,6 Mds USD, en hausse de +24,5 % par rapport au budget 2026, déjà en hausse de +12,9 % par rapport à l'année précédente.

Programme d'investissements aux Etats-Unis | Le Président américain, D. Trump, a présenté le 30 septembre trois premiers projets d'investissement sud-coréens aux États-Unis -tous centrés sur l'énergie- dans le cadre de l'accord d'investissement de 350 Mds USD. Le premier projet, le seul à date reconnu officiellement par la Corée du Sud, concerne la réalisation d'une centrale électrique combinée au gaz à Encinal (Texas), d'une capacité de 6,47 GW -pour un coût de 22,3 Mds USD- destinée à alimenter des centres de données liés à l'IA. D. Trump a également annoncé un projet de huit réacteurs nucléaires dont deux réacteurs coréens (les six autres étant américains), représentant un montant global allant jusqu'à 120 Mds USD, ainsi qu'un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) en Alaska estimé à 54 Mds USD. Toutefois, cette annonce, effectuée de manière unilatérale par Washington, a été en partie contestée par Séoul, qui a précisé que certains détails des projets étaient encore à l'étude et demandaient un examen complémentaire sur leur viabilité économique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr